



Faire face aux restrictions de l'espace civique et à la régression démocratique

Forum organisé le 23 août 2018 durant [l'Université d'Été Rebelle et Solidaire des mouvements sociaux et citoyens](http://www.ue2018.org)

Cadrage

Aujourd'hui les mouvements sociaux témoignent d'une réduction de l'espace démocratique en France, en Europe et dans le monde. Dans de nombreux cas, l'État, démocratique, parvient même à légaliser cette restriction (poursuite-bâillon, état d'urgence...); ailleurs encore, la démocratie est fantôme. Pourtant, on se bat pour sa défense. En France nos mouvements réclament toujours plus de démocratie, l'ouverture d'espaces démocratiques. Les sociétés civiles polonaises, roumaines, bulgares...voient en l'Europe l'opportunité d'un formidable espace démocratique, un ressort pour établir une nouvelle société, débarrassée de ses démons totalitaires. Il existe donc une forte demande pour plus de démocratie et donc plus d'espace de participation pour la société civile. Mais de quoi parle-t-on exactement ? Qu'est-ce que la démocratie, que demande-t-on en réalité ? Plus de participation ? Plus de libertés ? Moins de répression ?

Intervenant.e.s

Débat animé par : **Rachel Knaebel** (journaliste chez Bastamag)

Avec :

- ❖ **Laurence Blisson** (magistrate et secrétaire générale du Syndicat de la magistrature)
- ❖ **Benjamin Sourice** (auteur du livre "La démocratie des places")
- ❖ **Julien Talpin** (chargé de recherche au CNRS sur la politisation des classes populaires et la démocratie participative ; co-rédacteur en chef de la revue Participations)
- ❖ **Laurent Duarte** (coordinateur de la campagne internationale « Tournons la page »)

Laurence Blisson (magistrate et secrétaire générale du Syndicat de la magistrature)

Aujourd'hui on remarque une restriction de l'espace civique dans les lieux de décisions. Il y a en effet un déséquilibre qui augmente entre l'Etat, le pouvoir croissant de certaines entreprises et les mobilisations sociales. Ce déséquilibre s'installe et se fonde sur un certain nombre de dispositions.

1) Il y a d'abord toute une série de **modes de surveillance** et de **présence policière** confinant au harcèlement, qui crée cette restriction de l'espace civique. C'est là par exemple que la lutte anti-terrorisme sert de paravent, pour donner des pouvoirs exorbitants à l'exécutif dans un système relativement opaque. A ce titre, la loi sur le renseignement permet une forte surveillance qui crée de la dissuasion et de l'autocensure. Ces mécanismes légaux et leurs conséquences sur nos comportements entraînent de fait une restriction à penser en-dehors du cadre présent. Et c'est cette restriction qui entraîne une régression démocratique.

En ce qui concerne la présence policière, elle est continue lors des mobilisations à Bure contre le site d'enfouissement des déchets nucléaires, lors des mobilisations à Calais pour la défense des droits des migrants...et cette présence policière continue empêche que le temps militant soit consacré à autre chose qu'à éviter la police et la répression, ou à y répondre. Ce phénomène n'est pas nouveau, il est d'ailleurs bien connu dans les quartiers populaires.

2) Par ailleurs, le harcèlement se manifeste également depuis la rue et jusque dans les tribunaux. Là on pense aux **poursuites-baillons**, aux lanceurs d'alerte poursuivis etc. Cette menace judiciaire dissuade d'autres de parler et prend un temps considérable à ceux qui en sont victimes ou qui s'y préparent.

3) On doit aussi parler de la **répression des mobilisations sociales**. Là c'est du mouvement qui consiste à voir les pouvoirs de l'administration et de la police drastiquement augmentés qu'il faut parler, comme on l'a vu durant l'état d'urgence.

Or, l'état d'urgence laisse des traces dans les esprits, dans les habitudes et des ersatz dans le droit. Il enracine également le principe de « réprimer avant l'acte ». On réprime l'intention du projet à peine formé (comme dans « l'association de malfaiteurs » ou « la participation à un attroupement en vue de commettre des violences »). En droit on appelle ça un délit « putatif », ce qui peut se traduire par le délit de « il pourrait se passer quelque chose ». Donc, de fait, les espaces d'expressions se restreignent, parce que tout le monde n'a pas les capacités de se mobiliser contre cet appareil régressif.

Benjamin Sourice (auteur du livre "La démocratie des places")

J'ai fait partie des gens qui ont lancé Nuit Debout. Notre idée, c'était justement qu'il pouvait se passer quelque chose. Quelque chose de plus que les habituelles manifestations syndicales.

Maintenant il faut se demander ce qu'a réussi Nuit Debout. En France, dans notre contexte, la première réussite a été de **se réapproprier l'espace public**. Il était interdit sous l'état d'urgence et là, on l'a récupéré. La deuxième réussite a été de **créer un nouvel espace dans lequel les gens pouvaient délibérer et discuter** ensemble, d'actions qui vont avoir lieu immédiatement.

L'idée, c'était vraiment que les citoyens puissent se réapproprier la démocratie, que l'on puisse porter le renouveau de l'idéal démocratique comme revendication centrale des populations. D'ailleurs, le slogan des Indignés c'était : « démocratie réelle, maintenant ».

Tout le monde est capable de percevoir le décalage entre les mots [nous vivons en « démocratie »] et ce que l'on vit réellement. Dans le quotidien de chacun, on voit bien l'absurdité de ce décalage, or, ce type de mouvement part du quotidien des gens, chacun peut donc prendre la parole en tant qu'expert de son quotidien.

Nuit Debout, ça a créé une puissance populaire et une capacité à encaisser le choc. Si on était tous rentrés chez nous en ayant peur de sortir, ça aurait été différent. Pourtant, tout nous poussait à cela et Nuit Debout a créé un cadre de sécurité sur les places.

Derrière la revendication de la « démocratie réelle », il y a la critique de la démocratie représentative. Le slogan des espagnols c'était : « ils ne nous représentent pas ». Les Occupy ont eux dénoncé les « 1% ». Après, les gens sur les places ont tout de même admis qu'ils n'étaient pas « le peuple », mais **il y avait une capacité à se reconnaître et à dire que l'élite et les institutions ne nous représentaient pas.** Nuit Debout a créé un rapport entre les gens qui a fait que l'on s'est mis à regarder différemment notre voisin. Il y avait aussi, dans ces mobilisations, l'idée de remettre à plat les identités militantes. Peu importe que mon voisin soit syndicaliste ou pas, ce n'est pas ça qui avait de l'importance.

Pour que la démocratie soit réelle, il faut qu'elle soit délibérative. Et derrière la revendication du « maintenant », il y a l'idée que l'on n'attend plus les lendemains qui chantent, on proclame que c'est maintenant que ça chante. Il y a bien sûr une remise en cause des organisations, des partis politiques, des syndicats...et ça, ça disait aussi qu'on ne pourrait pas faire vivre une vraie démocratie sans la faire vivre déjà dans nos structures, en interne.

Julien Talpin (chargé de recherche au CNRS sur la politisation des classes populaires et la démocratie participative ; co-rédacteur en chef de la revue Participations)

Beaucoup de gens ont le sentiment que les principales décisions qui gouvernent leur vie sont prises sans eux, ce qui entraîne une perte du sentiment de souveraineté. Il y a, aujourd'hui également, une profondeur du **sentiment de résignation démocratique : beaucoup de personnes sont insatisfaites mais ont l'impression qu'il n'y a rien à faire. L'enjeu est de briser cette résignation.**

L'une des pistes explorée pour ce faire a été d'expérimenter des formes de démocraties participatives, avec l'idée que peut-être, la gestion du quotidien pourrait plus facilement passionner les gens. **On assiste donc depuis quelques années à un foisonnement de dispositifs tels que les budgets participatifs, les débats participatifs...**cela étant, ces dispositifs sont également institutionnalisés. Ils sont inscrits dans la loi, ce qui a quelques avantages, comme la pérennité de ces espaces au-delà de toute alternance politique. Néanmoins, cela pose aussi des limites comme celle, centrale, du contrôle des élus et des institutions sur ces espaces. Ils sont censés être des espaces de respiration mais pourtant...

Dans quelle mesure ces expériences redonnent goût à la chose publique et à la démocratie ? Peu. Peu de gens ont le sentiment que ces espaces leur donnent la main. Leur parole ne sont toujours

pas entendues, ces espaces ont peu de prise sur les décisions qui les concernent. Souvent donc, ils meurent de leur belle mort, faute de combattants. A noter qu'en particulier, les classes populaires sont absentes de ces espaces.

Ces espaces n'ont pas répondu à la crise démocratique. Donc, est-ce qu'on s'arrête là ? Qu'est-ce qu'on fait maintenant ?

Il y a deux moyens pour esquisser un approfondissement de la démocratie :

- 1) **Poursuivre la démocratisation des institutions.** Ne pas seulement effacer ces espaces démocratiques, mais en faire de vraies instances décisionnelles (par exemple : décider à 100% du budget d'une commune, pas de seulement 1%).
- 2) **Ne pas réduire la démocratie à la démocratisation des institutions.** Il faut donc permettre des espaces d'auto-organisation de la société civile, donc **augmenter l'espace de ces contre-pouvoirs.**

Maintenant il faut se demander comment soutenir ces contre-pouvoirs. Comment protéger les gens et les espaces qui s'organisent (comme les ZAD). Il peut être très compliqué de s'auto-organiser, du fait des attaques réputationnelles encourues, notamment dans les quartiers populaires.

Enfin, il faut des moyens. Il faut pouvoir soutenir les contre-pouvoirs, financièrement et institutionnellement. Or, la mainmise des élus locaux sur les ressources allouées ou non à la société civile, empêche souvent cet essor.

En France, il faut aussi questionner les moyens d'actions, qui sont très souvent discursifs. Organiser des débats et des Universités d'Été, ce n'est pas suffisant. Il faut peut-être faire du porte-porte dans les cages d'escalier...on dit que « ceux qui n'ont rien sont nombreux », or souvent, les mouvements perdent parce qu'ils ne sont pas assez nombreux. Il faut donc élargir le cercle et y inclure, notamment, les quartiers populaires.

Laurent Duarte (coordinateur de la campagne internationale « Tournons la page »)

Tournons la page est une campagne qui essaye de promouvoir la démocratie dans beaucoup de pays d'Afrique qui ne l'ont pas vécue. Il y a en Afrique beaucoup de mouvements jeunes et horizontaux, comme les [Y'en a marre](#) au Sénégal ou [le Balai Citoyen](#) au Burkina Faso. Leur but est de contester des pouvoirs en place depuis des dizaines d'années et de permettre l'alternance démocratique. Cette lutte draine une forte énergie.

Le coordinateur de la campagne au Niger est en prison depuis 5 mois, on a donc une violence réellement présente. Mais **sans parler d'emprisonnement, d'autres pressions très fortes existent : sur la famille par exemple.** Prendre la parole en public peut être très compliqué, parler devient un risque pour soi et pour son entourage.

Vivre de son militantisme n'est pas chose aisée non plus, pourtant, en Afrique cette question est fondamentale. Suite à une manifestation au Congo-Brazzaville, organisée par le mouvement [Ras le bol](#), plusieurs personnes ont été emprisonnées durant 3 semaines, dont le leader du mouvement. Durant ce laps de temps, il n'a pas pu ouvrir son restaurant, et n'a donc pas pu en vivre. Or nous,

nous ne savons pas comment réagir face à cela. Depuis la France on peut soutenir des projets bien ficelés selon les règles des bailleurs, mais comment soutenir quelqu'un qui suite à une manifestation n'a fait aucun chiffre d'affaire ?

Les financements extérieurs des actions sur place sont également très contrôlés, dans certains pays il est très difficile de soutenir quoique ce soit. La présence militaire pose question également, même sous forme de soutien extérieur. De même que les pressions diplomatiques des autorités françaises ou autres, qui sont également importantes.

Enfin, dans des sociétés où l'on n'a de cesse de monter les associations les unes contre les autres, on valorise plus le processus démocratique que sa réalité.

En Afrique, pour établir une vraie démocratie, je pense qu'il faut former les citoyens à développer leurs propres médias, développer des canaux de contre-pouvoirs et travailler sur l'auto-financement des mouvements.